

Points de mire



CEPES
CENTRE D'ÉTUDES DES POLITIQUES
ÉTRANGÈRES ET DE SÉCURITÉ

L'ombre de l'Iran : un autre regard sur la crise libanaise

Par **Stéphane Buffard**

Étudiant à la maîtrise en science politique, UQAM
Chaire du Canada en relations internationales

Cet été, l'enlèvement de deux soldats israéliens par des membres du Hezbollah a provoqué une riposte militaire israélienne sans précédent depuis son retrait du pays en 2000, plongeant de nouveau le Liban dans le chaos. Elle a, au passage, donné l'occasion à Israël de régler de vieux comptes avec le mouvement chiite, dont l'appellation peu envieuse d'organisation « terroriste » varie encore d'une chancellerie à l'autre. Quoiqu'il en soit, la « guerre de juillet » n'est pas uniquement l'histoire de cet enlèvement et de la riposte disproportionnée d'Israël. Elle s'inscrit dans une dynamique régionale d'affrontement dont l'un des épicentres se trouve à Téhéran.

En effet, la récente crise libanaise ne peut être comprise sans un détour par l'Iran. Il existe ainsi en dehors de la stratégie moyen-orientale américaine, d'autres acteurs et dynamiques qui contribuent à l'instabilité et l'insécurité régionale. D'un côté, une dynamique irano-saoudienne qui est mue par la volonté iranienne d'étendre la révolution khomeyniste, d'instaurer une hégémonie régionale et d'imposer son leadership sur le monde musulman, et par la volonté saoudienne de contrecarrer ces ambitions. De l'autre côté, une dynamique irano-israélienne conditionnée à la fois par l'ambition affichée de Téhéran d'éradiquer l'État hébreu et une stratégie israélienne réactive, qui recourt souvent à l'usage de la force. Dans ce double affrontement, l'Iran dispose d'une carte maîtresse : le Hezbollah.

Le Hezbollah : un État dans l'État

Seule tentative « réussie » d'exportation de la Révolution iranienne de 1979, le Hezbollah est devenu, après deux décennies, un acteur incontournable de la scène politique libanaise. La quête de respectabilité du « Parti de Dieu », l'image d'un ancien groupe terroriste désormais mature et disposé à jouer le jeu de la fragile démocratie libanaise, ne doit pas faire oublier ses ambitions originelles. Le Hezbollah continue ainsi de flirter avec un discours anti-israélien aux accents anti-sionistes et prône à intervalle régulier l'établissement à terme d'un État islamique au Liban. Si ce dernier objectif peut sembler illusoire dans un Liban résolument multiconfessionnel, le Hezbollah n'en a pas moins profité de la radicalisation d'une partie de la communauté chiite insatisfaite du Mouvement Amal (mouvement confessionnel et politique armé) pour s'implanter dans les quartiers populaires de Beyrouth sud, de la Vallée de la Bekaa et du Liban-Sud. On ne saurait, dès lors s'étonner que l'organisation constitue un facteur important, parmi d'autres, d'instabilité et d'insécurité pour le Liban et le Proche-Orient en général.

Le soutien financier et militaire de l'Iran et, dans une moindre mesure, de la Syrie donne au mouvement chiite une autonomie d'action, au sein d'un État libanais trop faible pour imposer sa pleine juridiction sur son territoire. Comme souvent dans pareil cas, le Hezbollah accomplit dans de nombreux domaines les tâches normalement dévolues aux pouvoirs publics (soins de santé, éducation, services financiers, travaux publics). Ce faisant, il s'assure la fidélité d'une clientèle chiite paupérisée, souvent sensible à l'argumentaire anti-israélien et anti-occidental véhiculé par ses organes de propagande. Chargé de la « défense » du Liban-Sud et jouissant d'une totale impunité dans cette région, l'organisation chiite conduit régulièrement des opérations de sabotage, de guérilla et d'enlèvements au-delà de la frontière israélienne. Il dispose d'importants moyens (entraînement, logistique et renseignement) pour mener à bien sa stratégie de nuisance, à savoir produire une insécurité permanente des deux côtés de la frontière israélo-libanaise. Le dernier affrontement entre le Hezbollah et Israël montre que cette stratégie est payante.

L'utilité du Hezbollah, au-delà du modèle révolutionnaire khomeyniste qu'il promeut, se situe donc au niveau stratégique. Il permet à l'Iran de « sous-traiter » certaines tâches délicates et coûteuses sans subir de représailles directes, tout en maintenant Israël sous pression pour le pousser à la faute. L'action du Hezbollah s'inscrit également dans la politique iranienne de consolidation et d'expansion du chiisme duodécimain (courant majoritaire chiite), qui passe par le contrôle de toutes les entités chiites de la communauté des croyants musulmans (l'Oumma), du Liban à l'Inde. Dans cette perspective, le groupe libanais est aussi l'un des protagonistes de la lutte entre sunnites et chiites qui sous-tend les relations saoudo-iraniennes.

Le « phare du monde » musulman : à Téhéran ou à Ryhad ?

Depuis la révolution islamique, l'affrontement saoudo-iranien pour l'hégémonie régionale sur le Golfe Persique s'est prolongé dans le champ religieux. Téhéran et Ryhad se disputent le leadership sur l'Oumma. Si les relations bilatérales sont passées progressivement de la franche hostilité au dialogue « raisonné » (notamment sous la présidence de Khatami), la rivalité entre les deux États pour le cœur et l'âme du monde musulman reste une donnée structurelle de la politique moyen-orientale. Une dimension d'autant plus fondamentale que l'élection récente de Ahmadinejad, consacrant le retour des conservateurs et de l'esprit révolutionnaire, semble un obstacle de taille à un véritable rapprochement entre les deux pays. Dans une perspective moins spirituelle, cette rivalité se



Unité du CEIM

Vol. 7, no 7 (2 octobre 2006)
Disponible à l'adresse : www.cepes.uqam.ca
collection dirigée par David Morin

UQAM
Université du Québec à Montréal

Points de mire

manifeste, entre autre, au sein de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), où l'Arabie Saoudite tente sans succès de marginaliser l'Iran (seconde réserve mondiale de pétrole). Au rang des préoccupations énergétiques, il n'est pas inutile de rappeler enfin que la principale région pétrolière saoudienne, à l'est du pays, est peuplée en majorité de populations chiites, pas nécessairement insensibles aux sirènes de Téhéran.

Cette opposition entre les deux États musulmans, particulièrement visible en Afghanistan, l'est également en Palestine où chaque camp rivalise dans l'aide aux différents mouvements palestiniens. L'Iran semble d'ailleurs avoir pris une longueur d'avance en devenant le premier sponsor de la « cause » palestinienne. Les visites récentes des dirigeants du Hamas à Téhéran peuvent, à cet égard, être interprétées comme une forme d'adoubement. L'origine sunnite de la plupart des « mouvements frères » palestiniens n'empêche nullement Téhéran de renforcer son aide militaire et financière, directement ou par l'intermédiaire de la marionnette Hezbollah. En Irak également, la République Islamique tente d'accroître son emprise sur les populations chiites du pays, entreprise délicate dans la mesure où le chiisme n'est pas l'unique dimension identitaire de ces populations. D'origine arabe (et non perse comme en Iran), elles divergent sur de nombreux préceptes de la révolution khomeyniste, sa conception politisée du chiisme étant parfois perçue comme déviante.

Au cœur de cette course à l'hégémonie spirituelle et temporelle, la scène libanaise fait figure de place forte iranienne, face à la politique d'endiguement de l'Arabie saoudite. Téhéran, par l'intermédiaire du Hezbollah ou à travers son allié syrien, est parvenu à renforcer son ascendant sur les populations chiites. Dans ce contexte, faute de relais véritablement efficaces (au sein de la minorité sunnite libanaise, notamment les réfugiés palestiniens), on peut douter que l'aide financière saoudienne destinée à la reconstruction du Liban puisse, dans l'immédiat, faire contrepoids. Cette lutte pour le leadership du monde musulman contribue à maintenir un climat de suspicion, voire de franche hostilité, entre chiites et sunnites, très perceptible au Liban. Surtout, il consacre les fractures politiques et religieuses qui traversent le monde musulman.

Iran-Israël : une « guerre froide » moyen-orientale

Israël identifie l'Iran comme l'une des menaces qui pèsent sur sa sécurité. La destruction de l'État hébreu est, en effet, l'un des objectifs originels de la République islamique, répété à satiété par le nouveau président Ahmadinejad. Dans sa stratégie indirecte, Téhéran se repose notamment sur le Hezbollah libanais, dont les combattants, entraînés par les Pasdarans (les Gardiens de la Révolution iranienne) présents notamment dans la Vallée de la Bekaa, font office de troupes auxiliaires pour le régime khomeyniste. Ainsi, sans sous-estimer l'impact de la politique interne libanaise sur les décisions du Hezbollah, force est de constater que les différentes

attaques perpétrées par celui-ci contre des cibles juives et israéliennes, de Singapour à Buenos Aires, n'ont pas suscité l'émoi à Téhéran. L'agenda politique du mouvement révolutionnaire chiite et celui de l'Iran ne font souvent qu'un.

Dans cet affrontement indirect entre Téhéran et Tel-Aviv, le Liban constitue régulièrement un champ de bataille. Dans la mesure où il est difficile pour Israël de frapper le territoire iranien, il concentre sa riposte contre le Hezbollah, optant à son tour pour une réponse indirecte. Comme le démontrent les combats estivaux, cette stratégie du bâton s'avère inopérante, voir contre-productive. D'abord, les difficultés de l'armée israélienne pour venir à bout du Hezbollah ont confirmé que celles-ci étaient bien des forces organisées et efficaces, et non les bandes armées que l'on se plaît souvent à décrire à Tel-Aviv. Ensuite, le Hezbollah ressort, dans une certaine mesure, grandi par les combats et plus populaire que jamais aux yeux de nombreux chiites libanais et d'une partie de l'opinion publique musulmane.

Enfin, pris dans la perspective de la lutte entre l'Iran et Israël, la stratégie adoptée par ce dernier pour contrecarrer les plans de Téhéran ne constitue pas une amélioration notable de la sécurité d'Israël. En effet, la riposte privilégiée par l'État hébreu ne modifie en rien les objectifs poursuivis par la République islamique, qui sont de maintenir la pression sur celui-ci. De ce point de vue, le développement par l'Iran de capacités militaires sur son territoire, dans le domaine des missiles balistiques à longue portée et potentiellement dans celui du nucléaire (voir Yannick Quéau, « Le programme nucléaire iranien ou la realpolitik à la mode perse », Points de mire, vol. 7, no 1, 1er février 2006) peut apparaître comme une menace autrement plus inquiétante pour Israël.

Une réponse locale à un problème régional

Peut être plus que la crise irakienne, la scène libanaise cristallise, depuis plusieurs décennies déjà, les dynamiques conflictuelles à l'œuvre au Moyen-Orient. L'influence de la politique iranienne, abordée dans cet article, constitue, à cet égard, une dimension majeure parmi d'autres de cette crise. Face à la complexité de la situation, une fois encore, la communauté internationale a opté pour une solution a minima, qui évite soigneusement de s'attaquer de front aux origines du problème. Si les efforts des Nations Unies pour rétablir la paix et la sécurité au Liban sont louables, ils constituent avant tout une solution locale face à une problématique sécuritaire régionale plus vaste. Dès lors, on peut douter que la résolution 1701, dans sa forme actuelle et le redéploiement corrélatif d'une FINUL « renforcée », offrent une réelle perspective de sortie de crise à long terme.